Projet de règlement grand-ducal

sur le contrôle technique des véhicules routiers et portant modification du règlement grand-ducal modifié du 12 août 2008 portant application de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) n° 3820/85 et (CEE) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil

Avis du Conseil d'État

(19 janvier 2016)

Par dépêche du 12 août 2014, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Développement durable et des Infrastructures. Au projet de règlement grand-ducal proprement dit étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact ainsi qu'une fiche financière.

Par dépêche du 13 novembre 2015, le Premier ministre, ministre d'État, à la demande du ministre du Développement durable et des Infrastructures, a soumis à l'avis du Conseil d'État une série de quinze amendements au projet de règlement grand-ducal sous rubrique. Aux amendements étaient joints un exposé des motifs, un commentaire de chaque amendement ainsi qu'une version coordonnée du projet de règlement grand-ducal amendé.

Les avis de la Chambre des métiers, de la Chambre des salariés et de la Chambre de commerce portant sur le texte initial du projet de règlement grand-ducal ont été communiqués au Conseil d'État comme suit : ceux de la Chambre des métiers et de la Chambre des salariés par dépêches du 17 novembre 2014 et celui de la Chambre de commerce par dépêche du 18 décembre 2014.

À la date de ce jour, les avis de la Chambre d'agriculture et de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ne sont pas encore parvenus au Conseil d'État en ce qui concerne le texte initial du projet de règlement grand-ducal sous avis. Il en est de même de tous les avis des chambres professionnelles concernées portant sur les amendements.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis s'inscrit dans la réforme du contrôle technique périodique des véhicules routiers faisant l'objet de la loi non encore publiée modifiant la loi modifiée du 14 février 1955

concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (doc. parl. n° 6715). Il a pour objet

1. d'abroger et de remplacer le règlement grand-ducal du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers,
2. de modifier le règlement grand-ducal modifié du 12 août 2008 portant application de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) n° 3820/85 et (CEE) n° 3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 85/599/CEE du Conseil, et
3. de transposer en droit national les directives européennes suivantes, à savoir :
 - a) la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, abrogeant la directive 2009/40/CE ; et
 - b) la directive 2014/47/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique des véhicules utilitaires circulant dans l'Union européenne, et abrogeant la directive 2000/30/CE.

La susdite réforme du contrôle technique périodique des véhicules routiers comprend, outre la loi précitée non encore publiée (doc. parl. n° 6715) et le projet de règlement grand-ducal sous avis, encore d'autres projets de règlements grand-ducaux qui se trouvent à l'heure actuelle en instance réglementaire. Il s'agit des projets suivants :

1. le projet de règlement grand-ducal relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers ; et
2. le projet de règlement grand-ducal modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Aussi le Conseil d'État demande-t-il aux auteurs de veiller à une entrée en vigueur cohérente, de préférence le même jour, de toutes les nouvelles dispositions en projet, y compris celles sous avis.

Le projet de règlement grand-ducal sous avis tire sa base légale des articles *4bis*, *4ter* et *4quater* de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, tel que ces articles résultent de la loi précitée non encore publiée (doc. parl. n° 6715).

Pour les besoins du présent avis, le Conseil d'État se base sur le texte du projet de règlement grand-ducal, tel que celui-ci résulte des amendements gouvernementaux précités.

Examen des articles

Article 1^{er}

Les articles 1^{er} et 2 traitent des installations et des équipements de contrôle technique.

L'article 1^{er} détermine les installations et équipements dont tout centre de contrôle technique doit disposer et les exigences auxquelles ils doivent répondre. Il réalise la transposition en droit national de l'article 11 de la directive 2014/45/UE. Les exigences minimales imposées par l'article 11 précité sont déterminées par l'annexe I du projet de règlement grand-ducal.

Sur certains points, les conditions imposées aux organismes de contrôle sont en retrait par rapport à celles imposées par le règlement grand-ducal précité du 27 janvier 2001. Ainsi a été omise la condition que les organismes de contrôle doivent être propriétaires ou bénéficier d'une mise à disposition sur une période de dix ans au moins des centres de contrôle technique qu'ils exploitent. De même a été supprimée l'obligation pour les organismes de disposer de trois centres au moins, dont chacun doit être implanté à moins de douze kilomètres d'une autoroute ou d'une route nationale, ainsi que l'obligation, pour chaque centre, d'être équipé de deux lignes de contrôle, dont une pour poids lourds. Selon les auteurs, ces allègements sont nécessaires pour satisfaire à la directive « services »¹.

Au paragraphe 3, le Conseil d'État ne peut pas s'accommoder de la disposition que tous les équipements utilisés pour le contrôle technique « doivent répondre aux standards techniques déterminés par l'Union européenne », ni de celle qu'à défaut de standards déterminés par l'Union européenne, les équipements servant au contrôle technique doivent répondre aux standards « communément appliqués dans les États membres de l'Union européenne ». Pour le Conseil d'État, ces formules sont trop vagues, alors qu'elles ne permettent pas aux destinataires des dispositions de connaître les règles à appliquer avec la précision voulue. Les dispositions en question ne répondent par conséquent pas aux exigences de la sécurité juridique et doivent être explicitées.

Article 2

L'article 2 permet aux centres de contrôle technique de procéder, sur une base contractuelle, à des opérations de contrôle dans les locaux et moyennant les installations et équipements mis à sa disposition par leurs cocontractants qui peuvent être des administrations ou entreprises publiques ou privées. Il détermine aussi la manière dont les contrôles sont effectués. L'article n'appelle pas d'observation.

Article 3

Les articles 3 à 6 traitent de l'organisation du contrôle technique.

L'article 3 a pour objet de fixer le contenu et les méthodes du contrôle technique périodique et du contrôle complémentaire. Les détails font l'objet de l'annexe II du projet de règlement sous avis. Cette annexe constitue, selon les auteurs, la transposition en droit national de l'annexe I de la directive 2014/45/UE.

Articles 4 et 5

Sans observation.

¹Directive 2007/123 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 transposée en droit luxembourgeois par la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur (Mém A n° 108 du 26 mai 2011, page 1693).

Article 6

Cet article n'appelle pas d'observation, sauf qu'il y a lieu de supprimer à la deuxième phrase *in fine* les mots « de contrôle » qui y figurent deux fois.

Article 7

Les articles 7 à 10 traitent des modalités d'obtention du certificat de qualification d'inspecteur de contrôle technique. Ils exécutent les dispositions de l'article 4^{quater} de la loi précitée du 14 février 1955, tel que cet article résulte de la loi précitée non encore publiée (doc. parl. n° 6715).

L'article 7 détermine les modalités de la formation de base en vue d'accéder au certificat de qualification d'inspecteur technique. Il opère la transposition en droit luxembourgeois de l'article 13 de la directive 2014/45/UE et de l'annexe IV de cette directive à laquelle l'article 13 renvoie. L'annexe IV de la directive européenne décrit en son point 1.a) les domaines de connaissance en matière de véhicules routiers dont le candidat à l'inspection doit avoir une connaissance certifiée. Le Conseil d'État suppose que ces matières qui ne sont pas reprises dans le règlement en projet sont couvertes par les diplômes dont le candidat doit disposer aux termes de l'article sous revue.

D'après l'alinéa 3 de l'article sous revue, la formation de base qui comprend un volet théorique et un volet pratique, « *porte sur les points visés à l'annexe III* » du projet de règlement sous avis. Cette annexe III est intitulée « *Exigences minimales pour la formation de base* ». Il en résulte une contradiction entre l'alinéa 3 et l'intitulé de l'annexe III, en ce sens que selon l'alinéa 3, la liste des « *points visés à l'annexe III* » est limitative et ne saurait être allongée, alors que l'intitulé de ladite annexe laisse penser que la liste qu'elle contient et qui énonce des « *exigences minimales* » a un caractère simplement énonciatif, sans prétention d'exhaustivité. Cette contradiction doit être supprimée, par exemple en changeant l'intitulé de l'annexe en cause.

En ce qui concerne le dernier alinéa de l'article sous revue, le Conseil d'État demande que la faculté de dispenser, sous certaines conditions, un candidat totalement ou partiellement de la formation de base et de la fréquentation des cours soit exercée par le ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions lui-même et non pas par l'organisme de formation désigné par lui. Aux termes de l'article 4^{ter} précité, c'est en effet ce ministre qui organise la formation de base et l'examen sanctionnant celle-ci. Comme le texte de loi ne prévoit pas la possibilité de délégation des pouvoirs de décision ministériels à un tel organisme de formation, la disposition sous revue excède sa base légale et s'expose à la sanction de l'inapplicabilité prévue par l'article 95 de la Constitution.

Article 8

L'article 8 détermine les conditions de réussite ou d'échec à l'examen sanctionnant la formation de base et prévoit la délivrance aux candidats ayant réussi à l'examen d'un certificat de qualification dont l'article sous revue arrête la forme. Ce faisant, il opère la transposition en droit

luxembourgeois de l'article 13 de la directive 2014/45/UE et de l'annexe IV de cette directive à laquelle l'article 13 renvoie. L'article sous revue renvoie à l'annexe III du projet de règlement sous avis. À l'égard de cette annexe, le Conseil d'État rappelle ses observations formulées à l'endroit de l'article 7.

Article 9

L'article 9 organise le fonctionnement de la commission d'examen prévue par l'article 4^{quater} de la loi précitée du 14 février 1955.

En ce qui concerne les attributions de la commission énoncées à l'alinéa 2, le Conseil d'État, en renvoyant à ses observations exprimées à l'endroit de l'article 7, propose de faire figurer parmi les attributions de la commission celle d'émettre un avis quant aux dispenses prévues à l'article 7.

L'alinéa 3 prévoit que les nominations des membres de la commission d'examen sont effectuées par le ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions. L'alinéa 5 prévoit encore l'existence de membres suppléants, sans que l'autorité qui procède à la nomination de ceux-ci soit précisée. Pour pallier cette lacune, le Conseil d'État demande d'insérer à l'alinéa 3 les mots « et les membres suppléants » derrière les mots « les membres ».

L'alinéa 4 prévoit que la commission d'examen est composée de « représentants » des ministres concernés. Or, les membres de cette commission apprécient en toute indépendance les prestations des candidats à l'examen, et prennent leurs résolutions en collège, sans en référer au préalable à leurs ministres. Afin de mieux rendre compte de cette logique de fonctionnement de la commission d'examen, il n'est pas indiqué de spécifier que les membres « représentent » un ministre. En ce qui concerne le mode de désignation des membres de la commission d'examen, il est à noter que l'alinéa sous avis prévoit que la commission comprend deux représentants « *proposés par le ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions* ». Aux termes de l'alinéa 3, c'est ce même ministre qui procède aux nominations des membres de la commission, ce qui l'amène, dans un premier temps, à proposer à son propre pouvoir de nomination des membres, qu'il nommera alors effectivement dans un deuxième temps. Afin d'éviter cette lourdeur et de tenir compte de l'observation relative aux « représentants » des ministres, le Conseil d'État propose de conférer à l'alinéa 4 le libellé suivant :

« La commission d'examen se compose de trois membres dont un est nommé sur proposition du ministre. »

À l'alinéa 6, il est indiqué de souligner que les experts ne font pas partie de la commission et ne disposent pas de voix délibérative. À cet effet, le Conseil d'État propose de rédiger l'alinéa 6 comme suit :

« La commission d'examen est assistée par un secrétaire. Elle peut s'adjoindre des experts à titre consultatif. »

En ce qui concerne le devoir de délicatesse imposé aux membres de la commission par l'alinéa 8, le Conseil d'État demande de tenir compte non seulement des liens de parenté et d'alliance, mais également des liens de partenariat au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets

légaux de certains partenariats. À cet effet, la dernière phrase de l'alinéa 8 serait à modifier *in fine* comme suit :

« ... si un de leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ou leur partenaire au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats sont concernés. »

Article 10

L'article 10 traite de la formation continue des inspecteurs de contrôle technique. Il opère la transposition en droit luxembourgeois de l'article 13 de la directive 2014/45/UE et n'appelle pas d'observation.

Article 11

L'article 11 détermine le format du certificat de contrôle technique, par référence à l'annexe IV du projet de règlement qui contient le modèle d'un tel certificat. Ce faisant, il transpose en droit luxembourgeois l'article 8 de la directive 2014/45/UE, lequel renvoie, en ce qui concerne les mentions devant obligatoirement figurer sur le certificat de contrôle, à l'annexe II de la directive. L'article n'appelle pas d'observation.

Article 12

L'article 12 fait obligation aux organismes de contrôle technique de saisir et « *d'archiver la marque d'identification des inspecteurs ayant procédé au contrôle technique ainsi que les données et valeurs relevées ou mesurées lors de ce contrôle* ». Puisque certaines des données ainsi archivées, dont en particulier celles se rapportant aux inspecteurs de contrôle ou aux propriétaires ou détenteurs des véhicules soumis au contrôle, constituent des données à caractère personnel au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, il doit être entendu que la durée de conservation de ces données, c'est-à-dire la durée de leur archivage, doit être conforme aux exigences de l'article 4, paragraphe 1^{er}, point d), et paragraphe 2, de cette loi.

Article 13

Les articles 13 à 17 traitent du contrôle technique routier.

L'article 13 porte exécution de l'article 4*bis*, paragraphe 6, de la loi précitée du 14 février 1955. Il concerne les généralités de l'organisation du contrôle technique routier et opère la transposition en droit luxembourgeois de certaines dispositions inscrites aux articles 7 et 8 de la directive 2014/47/UE. L'article n'appelle pas d'observation.

Article 14

L'article 14 énonce la manière selon laquelle sont sélectionnés les véhicules à soumettre au contrôle technique routier. Ce faisant, il transpose en droit luxembourgeois l'article 9 de la directive 2014/47/UE et n'appelle pas d'observation.

Article 15

L'article 15 détermine l'étendue des contrôles techniques et les méthodes qui y sont employées. Ce faisant, il transpose en droit luxembourgeois l'article 10 ainsi que certaines dispositions des articles 4 et 7 de la directive 2014/47/UE.

Le Conseil d'État constate que, selon l'article 10 de la directive précitée, il peut être procédé « à une évaluation visuelle de l'arrimage du chargement du véhicule », conformément à l'article 13 de la même directive, lequel est entièrement consacré à ce contrôle. Même si, aux termes de la directive, ce contrôle n'est pas obligatoire, le Conseil d'État ne comprend pas pourquoi il n'est pas effectué au Luxembourg, d'autant plus qu'une charge mal arrimée peut se trouver à l'origine d'accidents graves. Le contrôle de l'arrimage serait dès lors dans l'intérêt manifeste d'une plus grande sécurité des usagers de la route.

Article 16

L'article 16 traite des unités de contrôle mobiles et des installations de contrôle technique moyennant lesquelles le contrôle technique routier est effectué. Il transpose l'article 11 de la directive 2014/47/UE. L'article n'appelle pas d'observation.

Article 17

L'article 17, paragraphe 1^{er}, énumère les données qui, pour chaque contrôle routier, doivent être transmises au ministre. Il détermine au paragraphe 2, par référence à l'annexe V du projet de règlement, le rapport de contrôle qui doit être établi et dispose que l'original de ce rapport doit être délivré au conducteur du véhicule contrôlé, alors que la copie du rapport doit être archivée. Ce faisant, l'article sous revue transpose en droit luxembourgeois l'article 16 de la directive 2014/47/UE.

En ce qui concerne la durée de l'archivage, il est renvoyé aux observations formulées à l'endroit de l'article 12.

Le paragraphe 3 fixe les tarifs applicables au contrôle technique routier. Ce faisant, il répond à une demande du Conseil d'État, exprimée sous peine d'opposition formelle dans son avis du 22 juin 2015 relatif au projet de loi précité (doc. parl. n° 6715⁴). La disposition trouve l'accord du Conseil d'État.

Article 18

Les articles 18 à 20 traitent des conditions à respecter par les organismes de contrôle technique.

À l'article 18, alinéa 1^{er}, et à l'alinéa 2 de l'annexe A, il est question de la norme « ISO-CEI 170250 ». Dans ce contexte, le Conseil d'État rappelle que les normes internationales de l'espèce ne sont en principe pas opposables à l'administré, ni ne sauraient avoir un effet contraignant à son égard, tant qu'elles n'ont pas été publiées dans les conditions de l'article 112 de la Constitution qui dispose qu'« aucune loi, aucun arrêté ou

règlement d'administration générale ou communale n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi »².

Article 19

L'article 19 tend à obliger les organismes de contrôle technique à publier et à afficher leurs tarifs et à les communiquer au ministre. Il n'appelle pas d'observation.

Article 20 (introduit dans le texte initial par l'amendement 7)

Le texte sous revue a été introduit dans le projet de règlement initial par l'amendement gouvernemental 7. De ce fait, la numérotation des articles subséquents du projet de règlement initial est décalée d'une unité.

L'article 4^{ter}, paragraphe 7, de la loi précitée du 14 février 1955, tel que cet article résulte de la loi précitée, prévoit la mise à disposition par un organisme de contrôle de ses inspecteurs au profit des catégories de tiers qui y sont énoncées. L'article sous revue détermine les conditions de cette mise à disposition, laquelle doit avoir lieu moyennant une convention « dont le modèle-type est arrêté à l'annexe VI » du règlement en projet. L'article n'appelle pas d'observation.

Article 21 (20 du texte initial)

L'article 21 traite de la commission du contrôle technique instituée par l'article 4^{ter}, paragraphe 4, de la loi précitée du 14 février 1955 tel que cet article résulte de la loi précitée non encore publiée.

Le paragraphe 1^{er} détermine les attributions de la commission du contrôle technique.

Le paragraphe 2 précise la procédure applicable au retrait par le ministre de l'agrément d'un inspecteur de contrôle technique.

À l'alinéa 2 *in fine*, les mots « soit assisté par un avocat » peuvent être supprimés, alors qu'il s'agit d'une précision superfétatoire par rapport aux règles de la procédure administrative non contentieuse.

Étant donné que la commission n'est pas appelée à toiser un litige, il est indiqué de remplacer à l'alinéa 3 l'expression « statue par défaut » par l'expression « procède par défaut ».

À l'alinéa 4, l'expression « accompagné d'un avis de réception » est à remplacer par l'expression « avec avis de réception ».

En ce qui concerne l'alinéa 6, le Conseil d'État propose de le compléter *in fine* par la phrase suivante :

« Il devient effectif au jour de cette notification. »

Le paragraphe 3 traite de la composition et de l'organisation interne de la commission.

² En ce sens : Cour adm., arrêt du 29 novembre 2005, n° 19768C.

En se référant aux observations formulées à l'endroit de l'article 9 au sujet de la commission d'examen, le Conseil d'État ne voit pas d'inconvénient que les membres de la commission du contrôle technique « représentent » les ministres concernés. Toutefois, afin d'éviter la lourdeur de texte déjà signalée à l'endroit de l'article 9, il propose de rédiger l'alinéa 2 du paragraphe sous revue comme suit :

- « La commission se compose
- d'un représentant du ministre
- d'un représentant proposé par ...
- ... »

Afin de faire ressortir clairement de l'alinéa 3 que les affaires relevant du paragraphe 1^{er}, point 4, sont traitées par la commission dans une composition réduite, le Conseil d'État propose de conférer à cet alinéa la teneur suivante :

- « Dans le cadre des attributions dont question au paragraphe 1^{er}, point 4, la commission se compose exclusivement des membres représentant respectivement le ministre et le ministre ayant la Formation professionnelle dans ses attributions. »

En renvoyant aux observations formulées à l'endroit de l'article 9 au sujet des experts, le Conseil d'État propose de remplacer à l'alinéa 7 les mots « s'adjoindre d'experts » par « et peut s'adjoindre des experts à titre consultatif ».

En renvoyant encore une fois aux observations formulées à l'endroit de l'article 9 au sujet du devoir de délicatesse, le Conseil d'État propose de modifier à l'alinéa 7 la dernière phrase *in fine* comme suit :

- « ... au paragraphe 1^{er}, si un de leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ou leur partenaire au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, sont concernés. »

Le paragraphe 4 fixe le montant des frais à récupérer en exécution de l'article 4^{ter}, paragraphes 4, 5 et 6, de la loi précitée du 14 février 1955. Ce paragraphe a été ajouté au texte initial du projet de règlement sous revue par l'amendement gouvernemental 8b.

Le Conseil d'État constate que les montants des frais à récupérer en vertu du paragraphe sous revue, sont fixés forfaitairement. Au cas où les montants récupérés ne correspondent pas aux frais effectivement exposés par l'administration, il faut considérer que les montants à récupérer à titre de forfait ont le caractère d'une taxe de quotité dont le montant devra être fixé par la voie légale, en conformité avec les articles 102 et 32(3) de la Constitution. À cet égard, le Conseil d'État renvoie à l'arrêt n° 108/13 du 29 novembre 2013 de la Cour constitutionnelle, selon lequel « *l'essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi, y compris les fins, les conditions et les modalités suivant lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être réglés par des règlements et arrêtés pris par le Grand-Duc* », ainsi qu'à son avis du 18 novembre 2014 concernant le projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir (doc. parl. n° 6722²). La disposition sous examen risque d'encourir la sanction de l'inapplicabilité prévue à l'article 95 de la Constitution.

Article 22 (21 du texte initial)

Sans observation.

Article 23 (22 du texte initial)

L'article 23 modifie les articles 6, 7 et 8 du règlement grand-ducal précité du 12 août 2008 et y insère un nouvel article 12*bis*.

La modification apportée à l'article 6 du règlement grand-ducal précité du 12 août 2008 par le paragraphe 1^{er} de l'article sous revue, opère transposition en droit luxembourgeois de l'article 19 de la directive 2014/47/UE. Elle n'appelle pas d'observation.

La modification apportée à l'article 7 du règlement grand-ducal précité du 12 août 2008 opère transposition en droit luxembourgeois des articles 17 et 20 de la directive 2014/47/UE. La modification proposée n'appelle pas d'observation, sauf que le Conseil d'État note que, dorénavant, la commission de coordination n'est plus tenue d'établir à partir de certaines données qu'elle collecte, des « rapports bisannuels » comme c'est actuellement le cas, cette exigence ayant apparemment été abandonnée.

La modification apportée à l'article 8 du règlement grand-ducal précité du 12 août 2008 tend à adapter cet article au fait que le contrôle technique des véhicules routiers est dorénavant assuré par une pluralité d'organismes de contrôle. Elle n'appelle pas d'observation.

L'insertion d'un nouvel article 12*bis* dans le règlement grand-ducal précité du 12 août 2008 est nécessaire en vue de la transposition des articles 17 et 18 de la directive 2014/47/UE, en ce qui concerne surtout la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Elle n'appelle pas d'observation.

Articles 24, 25 et 26 (23, 24 et 25 du texte initial)

Sans observation.

Annexes

En ce qui concerne les annexes du projet de règlement grand-ducal sous avis, le Conseil d'État renvoie aux observations qu'il a formulées à leur égard au fil de l'examen des articles.

Observations d'ordre légistique

Observations préliminaires

Lorsque, pour le groupement des articles, il est recouru à la seule subdivision en chapitres, ceux-ci sont numérotés en chiffres cardinaux arabes. Par analogie, il en est de même pour les sections qui les divisent. En outre, chaque groupement d'articles doit être muni d'un intitulé propre. Celui-ci est précédé d'un tiret. Partant, il est indiqué d'écrire :

« **Chapitre 1^{er}** – **Les installations et les équipements du contrôle technique**

(...)

Chapitre 2 – L'organisation du contrôle technique

(...) »

L'article est indiqué sous la forme abrégée « **Art.** ». Il est écrit en toutes lettres s'il s'agit d'un « **Article unique.** » Les articles sont numérotés en chiffres arabes et en caractères gras, suivis d'un point. Le texte de l'article commence dans la même ligne. Partant, il échet d'écrire :

« **Art. 1^{er}.** (...) »

Etant donné que les termes mis en gras sont à omettre dans les textes normatifs, il y a lieu d'enlever les mises en gras des chiffres arabes, placés entre parenthèses indiquant un nouveau paragraphe.

Pour faciliter les renvois ultérieurs, il convient de recourir à des subdivisions complémentaires en points, caractérisés par un numéro suivi d'un point (1., 2., 3., ...), eux-mêmes subdivisés en employant des lettres minuscules suivies d'une parenthèse fermante (a), b), c), ...).

L'emploi de tirets ou de signes typographiques analogues est à écarter. La référence à des dispositions introduites de cette manière est malaisée, tout spécialement à la suite d'insertions ou de suppressions de tirets ou de signes opérées à l'occasion de modifications ultérieures.

En outre, les termes mis en gras ou autrement relevés sont à omettre dans les textes normatifs ; les qualificatifs *bis*, *ter* etc. qui suivent un chiffre cardinal arabe sont à mettre en italique.

Préambule

Au premier visa, il échet d'écrire « Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ; »

Au quatrième visa, il a lieu d'écrire « Vu les avis de la Chambre des métiers, de la Chambre de commerce, de la Chambre d'agriculture, de la Chambre des fonctionnaires et employés publics et de la Chambre des salariés ; »

Le considérant relatif à la consultation des chambres professionnelles est à adapter en fonction des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment de la soumission du règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc.

Au dernier visa, il est indiqué d'écrire « ... Gouvernement en conseil ; ».

Article 1^{er}

Au vu de l'observation préliminaire, il faut dès lors écrire :

« **Art. 1^{er}.** (1) Tout centre de contrôle technique dont question à l'article 4^{ter} ... ».

Au paragraphe 3, la dernière phrase à l'alinéa 2 devrait s'écrire « Le ministre ayant les Transports dans ses attributions, dénommée ci-après « le ministre », peut déterminer les modalités d'application de ces standards. » D'après le commentaire des articles, l'article sous revue tend à répondre « aux exigences prévues à l'article 11 de la directive 2014/45/UE ».

Article 4

Il faut écrire « article 1^{er} » et « 50 pour cent ».

Article 8

Au paragraphe 2, il échet d'écrire « alinéa 4 » et non pas « quatrième alinéa ».

Article 9

En guise de cohérence, il est proposé de remplacer les mots « commission susvisée » par ceux de « commission d'examen ».

Au dernier alinéa, il y a lieu d'écrire « alinéa 2 » et de faire abstraction des termes « du présent règlement ».

Article 15

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le recours à « et/ou », que l'on peut généralement remplacer par « ou », est à éviter. Ceci vaut également à l'endroit du paragraphe 2 de l'article 16 sous avis. Il faut en outre écrire « article 4*bis* » ainsi que « paragraphe 6 » au lieu de « paragraphe (6) ».

Article 17

Au paragraphe 2, il est indiqué d'écrire « commission de coordination » et « règlement grand-ducal précité du 12 août 2008 ».

Au paragraphe 3, il faut remplacer l'expression « dernier alinéa » par l'indication du numéro de l'alinéa visé. L'insertion d'une nouvelle disposition à l'occasion d'une modification ultérieure peut en effet avoir pour conséquence de rendre le renvoi sous avis inexact.

Article 20

Il y a lieu d'écrire « article 4*ter* » à la place de « article 4ter ».

Article 21

Au paragraphe 1^{er}, il faut écrire « article 4*ter* de la loi précitée du 14 février 1955 ».

À l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2, il faut écrire « ... dont question au point 4. de l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} ... ». Aux alinéas 6 et 7 du même paragraphe, il y a lieu d'écrire « Police grand-ducale ». À la fin de la dernière phrase de l'alinéa 7, il faut remplacer les mots « alinéa précédent » par ceux de « alinéa 6 ».

Au paragraphe 3, alinéa 2, il échet écrire «... dont question au point 4. de l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} ... » et, à l'alinéa 7, « paragraphe 1^{er} » au lieu de « paragraphe (1) ».

Article 22

Les définitions doivent être regroupées dans un article placé en tête du dispositif, le cas échéant à la suite de l'article relatif au champ d'application de l'acte. Le procédé visant à préciser la portée d'un terme dans un autre endroit du dispositif est à écarter. Partant, l'article en projet ne trouve pas sa place sous le chapitre « Dispositions finales », mais plutôt sous le chapitre 1^{er}. Avec ce déplacement de l'article, la numérotation des articles qui suivent dans le dispositif est à revoir en conséquence.

Par ailleurs, il faut écrire « arrêté grand-ducal précité du 23 novembre 1955 ».

Article 23

Au paragraphe 3, il a y lieu d'écrire correctement « ministre ayant les Transports dans ses attributions ».

Au paragraphe 4, le qualificatif « bis » qui suit un chiffre arabe est à mettre en italique. Il faut aussi écrire « loi précitée du 14 février 1955, paragraphe 6, alinéa 1^{er} ». Par ailleurs, les expressions placées entre parenthèses ou entre guillemets sont à éviter dans la mesure du possible dans les textes normatifs.

Article 25

Selon la formule usuelle pour l'introduction d'un intitulé de citation, il échet d'écrire :

« **Art. 25.** La référence au présent règlement se fait sous la forme suivante : « ... ». »

Ainsi délibéré en séance plénière, le 19 janvier 2016.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

La Présidente,

s. Viviane Ecker